

## 3 ans ont passé depuis le discours de Toulon, 3 ans de renoncements et d'inaction

A Toulon, le 25 septembre 2008, M. Sarkozy a affiché une volonté et pris des engagements. **Trois ans après, les résultats ne sont pas là.**

- Il devait moraliser le capitalisme, c'est le capitalisme qui l'a dominé.
- Il devait réguler le système monétaire international, c'est l'euro qui est fragilisé face au dollar et au yuan chinois
- Il devait relancer la croissance et l'emploi, il a plongé la France dans l'austérité et le chômage.

### **Renoncement n°1 : le capitalisme n'a pas été moralisé, il est plus que jamais débridé**

*Sarkozy promettrait « l'encadrement des rémunérations des dirigeants et des opérateurs financiers par une loi avant fin 2008 »*

En mars 2009, le Gouvernement Sarkozy-Fillon a limité temporairement (18 mois) et par décret (non par une loi) les rémunérations des dirigeants des entreprises aidées par des fonds publics. Hélas, la majorité UMP a refusé de voter les propositions de loi PS (octobre 2009) encadrant les rémunérations de manière pérenne et plus large. Encore cette semaine, **J. Cahuzac a déposé un amendement sur la surtaxation des retraites chapeaux et des rémunérations annuelles dépassant un million d'euros : amendement rejeté par la droite.**

Au total, depuis l'automne 2008, seuls les dirigeants de six banques et deux constructeurs automobiles ont été concernés de façon aussi provisoire que cosmétique par les annonces Sarkozy : ils ne le sont plus à ce jour. La preuve : alors que la garantie de l'Etat est apportée au sauvetage de Dexia, les anciens dirigeants perçoivent indemnité de départ et retraite chapeau – **jusqu'à 50 000 € par mois pendant vingt ans, soit 12 M€ pour avoir mis la banque en faillite !**

*Il promettait de « rechercher les responsables de la crise financière et de les sanctionner financièrement »*

**360 Md€ ont été mobilisés pour le sauvetage des banques sans contreparties** : pas d'entrée au conseil d'administration des banques recapitalisées, pas de contrôle sur la politique de crédit aux particuliers et aux PME.

*Il promettait de « changer les règles de gestion pour inciter à une gestion rigoureuse des risques » et « d'imposer aux banques de financer l'économie réelle plutôt que la spéculation »*  
Pour toute régulation prudentielle, le Gouvernement s'est contenté de créer un médiateur du crédit sans qu'aucune restructuration du secteur bancaire n'ait été engagée en France et en Europe.

*Il promettait de « s'attaquer aux paradis fiscaux »*

Des listes ont été publiées, mais les sanctions n'ont pas été renforcées à l'égard des acteurs économiques qui utilisent les paradis fiscaux. Sarkozy – qui pourtant présidait le G20 – stigmatise les paradis fiscaux, mais il ne fait rien pour dissuader ceux qui en profitent.

*Il promettait d'« encadrer les ventes à découvert »*

Alors que l'Allemagne s'est encore récemment prononcée pour leur suppression, la France a introduit à titre provisoire des limitations sur les ventes à découvert, mais aucune interdiction générale n'est envisagée. Elles restent une des sources majeures de la spéculation.

*Il promettait de « s'attaquer au problème de la complexité des produits financiers, de la cotation en continu, et de la comptabilisation des actifs au prix de marché »*

Aucune loi ni aucune réglementation n'ont été mises en oeuvre.

*Il promettait de « contrôler les agences de notation défaillantes »*

Aucune réglementation n'a été proposée ni sur les agences ni sur les *hedge funds*. Au contraire : le commissaire européen, Michel Barnier, ancien ministre Sarkozy, a décidé le 15 novembre dernier de reporter *sine die* le débat au Parlement européen sur l'encadrement des agences de notations.

## **Renoncement n°2 : l'euro n'a pas été gouverné et l'Europe n'a pas été relancée**

*Sarkozy promettait de « remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial » et de « remettre en cause le dumping monétaire pratiqué par certains pays »*

Au G20 sous présidence Sarkozy, la Chine a obtenu que les réserves de change ne soient pas retenues dans les indicateurs mesurant les déséquilibres macro-économiques. Malgré la multiplication des coups de menton de l'Elysée, c'est une nouvelle fois un accord *a minima* qui a été affiché. L'appel à l'aide du duo Sarkozy-Merkel à la Chine pour abonder le Fonds de Stabilité Financière Européen éloigne un peu plus encore les chances de rééquilibrage monétaire.

*Il promettait d'« améliorer la capacité de l'Europe à faire face à l'urgence » et « d'engager une réflexion collective sur la doctrine de la concurrence et mobiliser de nouvelles ressources pour préparer l'avenir »*

Depuis cette déclaration, la situation de l'Europe a viré au noir. Sarkozy en porte une grande part de responsabilité :

- pour avoir cédé à l'Allemagne sur l'opportunité des Eurobonds, sur la redéfinition du rôle et des missions de la BCE, sur la révision annoncée des traités.
- pour avoir freiné pendant de longues semaines la contribution des banques à la restructuration de la dette grecque.
- pour participer à un directoire franco-allemand qui, sans trouver de solutions à la crise, alimente les tensions avec les autres Etats européens.
- pour défendre avec Mme Merkel et la droite allemande une austérité sans croissance, à l'image du « pacte de compétitivité » proposé en avril 2011 qui prévoit l'inscription obligatoire de pseudo-règles d'or dans la constitution des pays membres, **la désindexation des salaires sur les prix, la retraite à 67 ans, l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés vers le moins disant.**

### **Renoncement n°3 : au lieu de la croissance et de l'emploi annoncés, on a la récession et le chômage installés**

*Il promettait de « relancer l'économie » et affirmait : « je ne conduirai pas une politique d'austérité »*

Le mini-plan de relance hexagonal décidé par Sarkozy en 2008 a été balayé par la crise et l'exigence d'une relance européenne jamais évoquée avec la chancelière allemande. Résultat : la croissance replonge, le chômage explose. Le nombre de demandeurs a encore augmenté de 34 400 en octobre 2011, soit **+130 000 en un an** et près d'un million de chômeurs en plus depuis mai 2007. L'OCDE vient d'abaisser, une fois de plus, sa prévision de croissance pour la France à **0,3 % en 2012**.

Cette préférence sarkozyste pour l'austérité n'a même pas honoré ses justifications initiales : les déficits se sont creusés et la dette a gonflé pour atteindre presque 90 % du PIB.

Au coeur de la crise, alors que l'Allemagne consacrait 5 Md€ au financement du chômage partiel pour maintenir 1,5 millions de salariés dans l'emploi, le gouvernement Sarkozy-Fillon dilapidait **4,5 Md€ par an pour défiscaliser les heures supplémentaires de 275 000 salariés**. Résultat : lorsque la crise des dettes souveraines a éclaté, la France était en passe de perdre son triple A alors que l'Allemagne donnait le ton en Europe.

Enfin, depuis l'été 2011, deux plans d'austérité ont été décidés par le Gouvernement et sa majorité UMP : au total, **18 Md€ de sacrifices** pour les uns (-12% pour la mission emploi-travail du budget 2012, augmentation des remboursements de médicaments, gel des prestations sociales, augmentation du taux réduit de TVA) pendant que les largesses aux autres sont maintenues (suppression de la 1ère tranche de l'ISF en juillet 2011).

*Il promettait de « ne pas accepter des hausses des impôts et des taxes qui réduiraient le pouvoir d'achat des Français »*

Selon la Cour des comptes, les niches fiscales se sont multipliées depuis 2002 pour atteindre **75 Md€** en 2010. Dans le même temps, **30 taxes ont été créées** ou relevées contre le pouvoir d'achat des couches populaires et des classes moyennes (taxes sur les assurances et les mutuelles, franchises médicales, taxe pour la copie privée, taxe sur le poisson, taxe sur les huiles moteurs, taxe sur les offres « triple play », taxes pour financer les retraites, taxes pour le remboursement de la dette sociale, hausse de la TVA à taux réduit, etc.). Le taux de prélèvements obligatoires est passé de **43,6 % en 2007 à 44,8 % en 2012**.

*Il promettait d' « appliquer le principe pollueur-payeur »*

En 5 ans, les promesses du Grenelle de l'Environnement ont été ajournées ou oubliées : abandon de la contribution climat-énergie, report de la taxe poids lourds, coup d'arrêt à la filière industrielle du photovoltaïque, stigmatisation de l'éolien (rapport Ollier), permis d'exploitation des gaz et des huiles de schiste.

***Le grand prometteur s'est fait petit réalisateur. Trois ans après le discours de Toulon et ses engagements, on mesure l'ampleur de la présidence des renoncements. Sous l'oeil du gendarme Sarkozy, la finance sans règle court toujours.***